

Compte rendu du Conseil Municipal du 20 novembre 2015 à 18 h 30, réuni sous la présidence de Monsieur Éric PENSO, Maire.

Etaient Présents : Éric PENSO - France GABORIT - Thierry VINDOLET - Gilles CHRETIEN - Séverine TEILHARD-RIOLA - Thierry NOEL - Yves FANJAUD - Guillaume BUREL - Monique BARON - Gilles DUTAU - Gabrielle CROUZIL - Christine DAVY - Marjolaine AVENTURIER - Guy FILLET - Julien BASCOUL - Vincent MEYNIER - Vanesa DEDIEU - Michel CHASTAING - Philippe FOULON - Bernard DUVIC - Faouzia DAHMANE - Marie-Noëlle SIBIEUDE - Cécile PAGES.

Etaient Représentés : Bernadette BRISARD représentée par Eric PENSO
Servane BESSOLES représentée par Gabrielle CROUZIL
Brigitte MIAS représentée par Christine DAVY
Guy MARTRE représenté par Thierry VINDOLET
Simon UGUEN représenté par Gilles DUTAU
Anne VINCENT-FAGOT représentée par Séverine TEILHARD-RIOLA
Gilles CHRETIEN représenté par France GABORIT (à partir de l'affaire 07)

Etaient Absents :

Nombre de conseillers :

- En exercice : 29

- Présents : 23 (22 à partir de l'affaire 07)

- Votants : 29

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.

Madame Séverine TEILHARD-RIOLA est nommée secrétaire de séance.

L'Ordre du Jour est adopté à l'unanimité

00 - Affaires générales - Approbation du Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 septembre 2015

Le Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 septembre 2015 est adopté à l'unanimité.

01 - Affaires générales - Application de l'article L 2122-23 du Code général des Collectivités Locales

Monsieur le Maire informe le conseil municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 22 septembre 2015 et qui sont les suivantes :

- **Décision n° 2015-029 du 9 octobre 2015** : Renonciation à préemption du bien cadastré BS 97 au prix de 10824 €.
- **Décision n° 2015-030 du 13 octobre 2015** : Conclusion d'un contrat de maintenance des logiciels état civil et recensement militaire avec la société ODYSSEE INFORMATIQUE domiciliée à MALEMORT SUR CORREZE d'une durée de 1 an renouvelable 2 fois tacitement, d'un montant annuel de 564.05 € HT.
- **Décision n° 2015-031 du 15 octobre 2015** : Conclusion d'un marché de travaux de chauffage dans le bâtiment l'OSTAU avec l'entreprise ETS AUBAGNAC, domiciliée à MONTPELLIER, d'un montant de 25 830 € HT.

- **Décision n° 2015-032 du 29 octobre 2015** : Conclusion d'un contrat relatif au contrôle fonctionnel périodique des poteaux d'incendie avec l'entreprise VEOLIA EAU RUAS, domiciliée à LUNEL, d'une durée de 1 an, d'un montant de 60 € HT par appareil sur la base actuelle de 96 appareils.
- **Décision n° 2015-033 du 29 octobre 2015** : Conclusion d'un marché de maîtrise d'œuvre pour la création d'un terrain de sport en gazon synthétique avec la société SERI, domiciliée à MONTPELLIER, d'un montant de 15 675 € HT.
- **Décision n° 2015-034 du 10 novembre 2015** : Conclusion d'un marché à bons de commande pour la fourniture de produits d'hygiène, d'entretien et de petits matériels de nettoyage, correspondant au lot 1 : produits d'hygiène, lessive et droguerie, avec la société BLANC, domiciliée à BALARUC LES BAINS, d'une durée de 1 an, renouvelable 3 fois, d'un montant annuel maximum de 3 000 € HT.
- **Décision n° 2015-035 du 10 novembre 2015** : Conclusion d'un marché à bons de commande pour la fourniture de produits d'hygiène, d'entretien et de petits matériels de nettoyage, correspondant au lot 2 : matériel consommable, avec la société BLANC, domiciliée à BALARUC LES BAINS, d'une durée de 1 an, renouvelable 3 fois, d'un montant annuel maximum de 3 500 € HT.
- **Décision n° 2015-036 du 10 novembre 2015** : Conclusion d'un marché à bons de commande pour la fourniture de produits d'hygiène, d'entretien et de petits matériels de nettoyage, correspondant au lot 3 : petit matériel et équipement, avec la société IGUAL, domiciliée à VILLENEUVE LES MAGUELONE, d'une durée de 1 an, renouvelable 3 fois, d'un montant annuel maximum de 600 € HT.

Le Conseil Municipal en prend acte.

02 – Affaires générales - Tarifs communaux 2016

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, compte tenu de l'inflation quasiment nulle sur l'année 2015, de ne pas augmenter les tarifs communaux sur l'exercice 2016.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité.

03 – Affaires Générales - Recensement général de la population.

Monsieur le Maire rappelle que le recensement général de la population de la commune de Clapiers se déroulera courant du premier trimestre 2016.

Il convient de recruter, à cet effet 13 agents recenseurs chargés d'effectuer ces opérations de recensement et de déterminer le montant de leur rémunération.

A ce titre, il propose, comme cela avait été appliqué lors du recensement de la population de 2011, de fixer la rémunération de ces agents sur la base du nombre d'habitants et de logements recensés par agent et d'appliquer par conséquent une tarification par bulletin individuel et par feuille de logement correspondant au montant remboursé par l'Etat à la Commune.

Il précise que les agents recenseurs qui ne feront pas partie du personnel communal seront rémunérés pour la journée de formation et pour la tournée de reconnaissance estimée à une journée qu'ils doivent effectuer sur la base du SMIC horaire en vigueur.

Il propose de fixer :

- Le montant du bulletin individuel à 1,184 € brut,
- Le montant de la feuille de logement (individuel et collectif) à 0,716 € brut.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de fixer :

- Le montant du bulletin individuel à 1,184 € brut,
- Le montant de la feuille de logement (individuel et collectif) à 0,716 € brut.

04 – Affaires Générales - Projet de schéma de mutualisation.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le contexte dans lequel s'inscrit le schéma de mutualisation qui est le suivant :

1) L'élaboration du schéma de mutualisation, une réponse cohérente à une invitation politique, organisationnelle et juridique

Comme la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 le prévoit, les communes et leurs intercommunalités doivent initier avant la fin de l'année 2015 un schéma de mutualisation des services, qui concourt à l'amélioration de l'organisation des services selon les termes du législateur inscrits à l'article L 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales.

Au-delà de cette invitation juridique, l'élaboration du projet de schéma de mutualisation au sein du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole correspond à l'expression d'un véritable projet politique.

En effet, dès le départ, au travers du pacte de confiance métropolitain, les élus ont souhaité profiter de la transformation de l'agglomération en métropole pour se réinterroger sur les fondamentaux de la coopération intercommunale. Ce pacte précise ainsi « *L'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'action publique au service des communes. Elle est dédiée à l'animation du projet commun, la mise en œuvre des politiques qui projettent le territoire à l'extérieur, tout en appuyant et valorisant les fonctions de proximité de l'échelon communal* ». De même il souligne « *La Métropole place la solidarité et la coopération au cœur de son projet politique. Elle encourage notamment les communes à s'associer pour porter des projets s'inscrivant dans la dynamique métropolitaine* ». Dans ce contexte l'élaboration du schéma de mutualisation est une occasion majeure de donner corps à cette ambition de développement des coopérations de toutes sortes au sein du bloc communal. La logique de coopérative de services aux communes, qui en est la traduction, constitue, en quelque sorte l'ADN du projet métropolitain.

Placer la coopération au cœur du projet politique métropolitain appelle à innover pour partager les compétences, mettre en cohérence les politiques publiques et faire mieux avec moins. Face à la réduction des dotations de l'Etat et dans un contexte où la demande de services locaux est toujours croissante, la rationalisation des moyens s'impose à toutes les collectivités. Il s'agit de réduire les doublons voire les supprimer, de réaliser des économies en mutualisant les achats et de renforcer l'efficacité des services en faisant ensemble au sein des intercommunalités ou en coopérant avec d'autres territoires.

2) Le schéma de mutualisation, une feuille de route pour développer, sur la durée du mandat, les dynamiques de coopération au sein du bloc communal

Une élaboration partagée

Le document soumis à l'avis du conseil municipal concrétise l'intense travail d'un groupe, constitué de directeurs généraux et de cadres des Communes membres ainsi que de responsables de Montpellier Méditerranée Métropole, animé pendant plusieurs mois par la volonté d'aboutir à la co-construction d'un projet de mutualisation qui emporte l'adhésion. Il est aussi le fruit des réflexions et des propositions des nombreux groupes thématiques, qui ont permis de confronter les expériences concrètes des agents communaux et intercommunaux afin de faire émerger une culture commune et des projets communs, dans l'intérêt général du « bloc communal ».

Des formes et des niveaux de coopération multiples, ordonnancés dans une logique de libre adhésion des communes

Le projet de schéma intègre bien entendu le rapprochement des administrations de la Métropole et de la Ville Centre, qui demeure un des principaux leviers de rationalisation des moyens et d'économies d'échelles afin d'améliorer la qualité de nos politiques publiques tout en préservant les équilibres financiers du bloc communal.

Cependant ce rapprochement ne constitue que le socle d'autres projets de mutualisation à développer avec toutes les autres communes de la Métropole. Il s'inscrit ainsi dans des projets de coopérations multidirectionnelles au sein du bloc communal métropolitain, ceux-ci pouvant être ascendants, descendants, horizontaux, concerner tout ou partie des communes, sans associer le cas échéant l'établissement public de coopération intercommunal. Il met en œuvre toute la palette des outils opérationnels de la coopérative de services allant du simple échange de pratiques jusqu'à la création de services communs en passant par la constitution de groupements de commande.

Un contenu pragmatique et opérationnel

L'état des lieux qui constitue la première partie de ce schéma traduit l'important travail de concertation et de débat démocratique qui a permis depuis le second semestre 2014 de faire émerger une métropole partagée dans le respect toujours renouvelé et réaffirmé des souverainetés communales.

Les propositions de coopérations et de mutualisation nouvelles formulées dans la deuxième partie respectent les principes énoncés dans le pacte de confiance, et notamment la valorisation des actions et des fonctions de proximité, au plus proche des besoins quotidiens de la population de la métropole. Elles prennent en compte les rythmes d'évolution, d'adhésion et d'intégration souhaités par chacune des communes.

L'ensemble de ces fiches actions constitue un schéma évolutif et vivant qui devra s'adapter aux évolutions du champ d'action communal et intercommunal et fera l'objet d'évaluations régulières permettant les réorientations et les évolutions nécessaires.

C'est animé par la volonté de poursuivre cette co-construction partagée et dans le cadre des dispositions législatives en vigueur (article L 5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales), que ce projet de schéma de mutualisation est soumis, pour avis, à chacun des conseils municipaux, dans un délai de trois mois à compter de sa réception, intervenue le 12 septembre dernier.

A défaut de délibération dans ce délai, cet avis sera réputé favorable.

Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire, ou à défaut lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fera l'objet d'une communication du président de la Métropole à son organe délibérant.

En application de l'article 74 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, après avis des Conseils Municipaux, approuvera le projet de schéma de mutualisation, lors de sa séance du 16 décembre prochain, avant la date butoir fixée par le législateur au 31 décembre 2015.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'émettre un avis sur le projet de schéma de mutualisation des services joint en annexe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, donne à la majorité absolue (24 voix pour, 2 voix contre, 3 abstentions), un avis favorable sur le projet de schéma de mutualisation des services joint en annexe.

05 – URBANISME/FONCIER - Avenant n° 2 à la convention conclue avec l'Etablissement Public Foncier Languedoc Roussillon (EPFLR).

Monsieur CHRETIEN, adjoint à l'urbanisme rappelle au Conseil Municipal que la Commune de Clapiers a conclu une convention, avec l'Etablissement Public Foncier de la Région Languedoc Roussillon en date du 26 février 2010 portant sur la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires à la création de la Zone d'Aménagement Concertée Le Castelet, située sur le secteur des Moulières.

Cette convention d'une durée de 6 ans a fait l'objet d'un premier avenant, en date du 31 août 2012 dont l'objet était le suivant : engagement de la Commune relatif à la réalisation d'un minimum de 25 % de logements locatifs sociaux, précision de la durée de la convention en donnant la possibilité de la prolonger par voie d'avenant en cas de procédure contentieuse retardant la maîtrise foncière, modification de la durée maximum précisée à l'article 4 « Engagements de la Commune de Clapiers » qui passe de 2 à 3 ans.

Cette convention arrive donc à échéance le 26 février 2016.

Or, faute d'accord amiable avec le propriétaire du site, une déclaration d'utilité publique (DUP) « travaux » valant cessibilité a été lancée sur le secteur début 2014. Un arrêté de DUP valant cessibilité des terrains a été prononcé le 15 décembre 2014. Une ordonnance d'expropriation a été prise le 16 février 2015 transférant la propriété des biens à l'EPF.

Toutefois, un recours à l'encontre de la DUP a été déposé par les propriétaires fonciers et une fixation judiciaire du prix demandée par ces derniers. Aussi afin de mener jusqu'à leurs termes à la fois les recours administratif et judiciaire, il propose au Conseil Municipal de prolonger la durée de la convention de 2 ans et par conséquent de porter la durée totale de 6 à 8 ans par un avenant n° 2 joint à la présente.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide à la majorité absolue (23 voix pour, 1 voix contre, 5 abstentions), de prolonger la durée de la convention de 2 ans et par conséquent de porter la durée totale de 6 à 8 ans par un avenant n° 2 joint à la présente et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer cette convention ainsi que toute pièce se rapportant à cette affaire.

06 – URBANISME/FONCIER - Approbation du rapport du commissaire enquêteur portant sur la désaffectation et le déclassement de la parcelle CA 103.

Vu l'avis de la commission urbanisme-foncier, réunie le 17 novembre 2015,

M. Gilles Chrétien, adjoint délégué à l'urbanisme et aux affaires foncières, rappelle au Conseil Municipal que, par arrêté municipal n°2015-334, une enquête publique a été organisée en vue de procéder à la désaffectation et au déclassement de la parcelle CA 103, en vue de sa cession à titre onéreux. Celle-ci s'est tenue en l'Hôtel de Ville de Clapiers, du 24 août 2015 au 7 septembre 2015 inclus.

Au cours de cette période, une seule remarque a été formulée sur le registre d'enquête publique : *Une riveraine s'inquiète sur la possible diminution du nombre de places de stationnement et l'obstruction de la vue sur le clocher de l'église.*

Le Commissaire Enquêteur a rendu ses conclusions le 25 septembre 2015 et a donné un avis favorable au déclassement de la parcelle CA 103.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver les conclusions du rapport d'enquête public sus visé,
- De constater la désaffectation de ladite parcelle,
- De procéder au déclassement de la parcelle CA 103,
- D'autoriser sa cession dans les conditions prévues par la délibération 2015/01/12 du 29 janvier 2015,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document relatif à cette affaire.

07 – FINANCES – Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole : Adoption du rapport.

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 16 novembre 2015,

Mme France Gaborit, adjointe déléguée aux finances, rappelle au Conseil Municipal que conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges dans de nombreux domaines.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 22 septembre 2015. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLETC, qui est présenté au cours de cette séance, est soumis à l'approbation des communes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité (5 abstentions), d'approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges annexé à la présente délibération et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

08 – FINANCES – Attributions de compensation définitives pour l'exercice 2015.

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 16 novembre 2015,

Mme France Gaborit, adjointe déléguée aux finances, expose au Conseil Municipal que la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses Communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 11 février 2015.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) se sont réunis le 22 septembre 2015 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation définitives. Par rapport aux Attributions de Compensation provisoires, ces évaluations prennent en compte une actualisation des chiffreages (intégration de l'année 2014) et des propositions de méthodes de calcul ajustées. La CLETC a émis un avis favorable sur l'évaluation des transferts à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le rapport de CLETC a été transmis aux communes pour approbation. Compte tenu des méthodes de calcul validées par la CLETC, les AC définitives doivent être adoptées par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et de l'ensemble des conseils municipaux des Communes membres statuant à la majorité simple.

Conformément au rapport de CLETC joint au présent rapport pour information, les attributions de compensation définitives s'établissent comme suit :

Communes	Attribution de Compensation 2014 versée par la Métropole à la Commune	Attribution de Compensation 2014 versée par la Commune à la Métropole	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Métropole à la Commune	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Commune à la Métropole
Baillargues	527 615,12			478 903,05
Beaulieu	32 521,16			153 518,67
Castelnau le Lez	988 348,60			2 121 098,69
Castries	555 065,70			250 395,18
Clapiers	29 030,40			592 941,59
Cournonsec	294 723,24			22 945,86
Cournonterral	221 167,32			453 595,40
Fabrègues	1 184 900,38		141 690,97	
Grabels	188 241,40			829 743,47
Jacou		241 386,96		739 417,28
Juvignac		99 444,04		1 921 894,13
Lattes	2 407 449,48			497 350,21
Lavérune	1 148 278,80		700 393,96	
Le Crès	51 386,28			947 230,91
Montaud	18 237,62			79 234,40
Montferrier-sur-Lez		249 875,24		633 477,03
Montpellier		6 141 159,56		45 682 709,78
Murviel les Montpellier	10 527,18			163 436,34
Pérols	416 944,25			1 583 920,31
Pignan	254 586,04			401 289,97
Prades le Lez		217 180,16		725 419,59
Restinclières	31 945,60			142 957,90
Saint-Brès	128 895,68			174 912,02
Saint-Drézéry	142 558,68			152 597,45
Saint Geniès des Mourgues	73 936,76			183 417,27
Saint Georges d'Orques	584 170,44			135 493,32
Saint-Jean-de-Védas	1 255 266,63			338 391,55
Saussan	44 038,76			158 304,24
Sussargues	61 043,16			237 325,46
Vendargues	2 564 170,40		1 405 145,92	
Villeneuve-lès-Maguelone	574 174,12			492 436,19
TOTAL	13 789 223,20	6 949 045,96	2 247 230,85	60 294 357,26

Attribution de Compensation définitive 2015 versée par Montpellier Méditerranée Métropole	2 247 230,85
Attribution de Compensation définitive 2015 reçue par Montpellier Méditerranée Métropole	60 294 357,26
Attribution de Compensation globale 2015	58 047 126,41

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité (5 absentions), le montant de l'attribution de compensation définitive du tableau sus visé et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

09 – FINANCES – Demande de subvention au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) 2016.

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 16 novembre 2015, Mme France Gaborit, adjointe déléguée aux finances, indique au Conseil Municipal la nécessité d'étendre les locaux administratifs de la Mairie. De nouveaux bureaux pourraient être créés dans le bâtiment dit « Espace Bonnier » en tant qu'extension de l'Hôtel de Ville.

Elle propose d'inscrire la 1^{ère} tranche de ces travaux au budget 2016. Celle-ci pouvant être financée par la DETR, il convient de faire cette demande de subvention à ce titre.

Elle propose au Conseil Municipal d'approuver le plan de financement suivant :

Objet de la dépense	Montant HT	Montant TTC	Financements	Sur la base des dépenses HT	Soit taux de financement
Travaux d'extension des locaux administratifs de la mairie - 1 ^{ère} tranche	195 119,00 €	234 142,80 €	DETR	156 095,20 €	80,00%
			Commune	39 023,80 €	20,00%
TOTAL DES TRAVAUX	195 119,00 €	234 142,80 €	Montant total des subventions demandées au titre de la DETR 2016	156 095,20 €	80,00%
			Commune	39 023,80 €	20,00%

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à solliciter, auprès des services de l'Etat, une subvention conformément au plan de financement présenté ci-dessus et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

10 – FINANCES – Attribution de subventions aux associations.

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 16 novembre 2015,

Mme France Gaborit, adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'attribuer les subventions aux associations comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Nom de l'association	Fonctionnement	Exceptionnelle
Clapiers Tennis Club	2 500 €	500 €
US Clapiéroise Football	8 000 €	1 000 €
Mille Pattes de Clapiers	100 €-	
Premier Secours Clapiers		500 €
Association des paralysés de France	300 €	
Totaux	10 900 €	2 000 €

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Bernard DUVIC ne prend pas part au vote pour l'Association US Clapiéroise Football et Gilles DUTAU pour l'Association Premier Secours Clapiers), le Conseil Municipal approuve ces attributions de subventions et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire

11 - PERSONNEL – Approbation du transfert de personnels de la commune de Clapiers à Montpellier Méditerranée Métropole et suppression de postes correspondants de la commune.

Monsieur Thierry NOËL, adjoint délégué au personnel, rappelle que dans la continuité du Pacte de confiance métropolitain approuvé par la délibération n°12363 du 17 juillet 2014, et par délibération en date du 7 octobre 2014 le conseil municipal s'est prononcé sur la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1er janvier 2015. A cette occasion plusieurs compétences ont été transférées, conformément à l'article 43 de la loi MAPTAM, codifié dans l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

Afin de garantir la continuité et la bonne organisation des services et de disposer, pour la commune comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions, la délibération n°12661 du 18 décembre 2014 a autorisé la signature de conventions de gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences.

Cette convention arrive à son terme au 31 décembre 2015. En conséquence, conformément à l'article L 5211-4-1 du CGCT, le transfert des compétences susvisées à Montpellier Méditerranée Métropole doit entraîner le transfert ou la mise à disposition de plein droit des personnels chargés de la mise en œuvre des compétences transférées, et ce au 1er janvier 2016.

Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires exerçant en totalité des missions transférées sont transférés de plein droit à la Métropole dans les conditions de statuts et d'emploi qui sont les leurs.

Par assimilation au cadre applicable aux fusions de collectivités ou établissements publics, le Code du Travail dans son article L. 1224-1 prévoit le transfert des agents recrutés sous contrat de droit privé, tels que les contrats emplois d'avenir et les contrats aidés.

Le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires exerçant en partie seulement des missions transférées. A défaut, ils sont mis à disposition de plein droit à la Métropole. Ils restent des agents communaux mais sont placés, pour l'exercice des missions transférées, sous l'autorité fonctionnelle de la Métropole. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par une convention conclue entre la commune et la Métropole.

Conformément à l'article L 5211-4-1 du CGCT et après avis des Comités Techniques compétents, il appartient donc au conseil municipal de déterminer les transferts de personnel relevant du groupe de compétences à Montpellier Méditerranée Métropole et de déterminer les suppressions de poste de la commune à compter du 1er janvier 2016.

Les agents transférés conservent, s'ils y ont intérêt, le régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que tous les avantages collectivement acquis avant l'entrée en vigueur de la loi n°2007-209, ayant le caractère de complément de rémunération au sein de la commune d'origine (troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 modifiée par la loi n°2007-209 et son article 111-1).

Les modalités de transfert feront l'objet d'une décision conjointe de la commune et de la Métropole. Cette décision sera finalisée par la signature d'arrêtés nominatifs portant transferts des agents concernés.

Cette décision sera prise après établissement d'une fiche d'impact décrivant notamment les effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail, ainsi que sur la rémunération et les droits acquis des fonctionnaires et des agents territoriaux non titulaires concernés. La fiche d'impact sera annexée à la décision.

Il est précisé que la fiche d'impact a été présentée et approuvée au Comité Technique du 12 novembre 2015.

Le Comité Technique du 14 septembre 2015 ayant émis un avis favorable au transfert des agents à Montpellier Méditerranée Métropole, il est donc proposé de transférer les personnels correspondant aux postes suivants :

Filière	Catégorie indiciaire	Cadre d'emplois	Grade	Nombre	Temps complet / non complet
Technique	B	Technicien	Technicien	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint techniques	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	3	Temps complet
Technique	C	Adjoint techniques	Adjoint technique de 2 ^{ème} classe	3	Temps complet
Administratif	C	Adjoint administratifs	Adjoint administratif de 2 ^{ème} classe	1	Temps complet

De plus, après avis de la Commission Administrative Paritaire, il est proposé de mettre à disposition à titre individuel et de plein droit les personnels correspondants aux postes suivants à Montpellier Méditerranée Métropole :

Filière	Catégorie indiciaire	Cadre d'emplois	Grade	Quotité de mise à disposition
Technique	B	Technicien	Technicien	99%

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Approuver la liste des postes transférés
- Autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer la convention de mise à disposition et toutes autres décisions relatives à cette affaire.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité (1 abstention), le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la liste des postes transférés
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer la convention de mise à disposition et toutes autres décisions relatives à cette affaire.

12 - PERSONNEL – Modification du tableau des effectifs.

Monsieur Thierry NOËL, adjoint au personnel indique au Conseil Municipal que pour des motifs de bonne gestion des services, et suite à l'avis favorable du comité technique, il conviendrait :

- De supprimer deux postes d'adjoints administratifs de 2^{ème} classe à temps complet
- De supprimer deux postes d'adjoints techniques de 2^{ème} classe à temps complet
- De créer deux postes d'adjoints administratifs de 1^{ère} classe à temps complet
- De créer deux postes d'adjoints techniques de 1^{ère} classe à temps complet
- De créer un poste de chef de service de police municipale à temps complet
- De créer un poste de Technicien à temps complet

Et de modifier en conséquence le tableau des effectifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, (1 abstention), de modifier ainsi qu'il suit le tableau des effectifs :

Service Administratif :

Directeur Général des Services	temps complet	1
Attaché Principal	temps complet	1
Attaché	temps complet	1
Rédacteur Principal de 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Rédacteur	temps complet	2
Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe	temps complet	2
Adjoint Administratif 1 ^{ère} classe	temps complet	2
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps complet	4
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps incomplet (25h)	1
Contractuel Collaborateur de Cabinet	temps complet	1
Technicien principal de 2 ^{ème} classe	temps complet	1

Service Communication :

Adjoint Administratif principal de 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe.....	temps complet	1

Police Municipale :

Chef de Service de police municipale	temps complet	2
Brigadier-Chef Principal	temps complet	2
Gardien de Police	temps complet	1
Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe.....	temps complet	1

Service Technique :

Technicien principal de 1 ^{ère} classe	temps complet	1
Technicien.....	temps complet.....	2
Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} classe	temps complet	1
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe	temps complet	3
Adjoint Technique Principal 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (31h).....	1
Adjoint Technique 1 ^{ère} classe.....	temps complet	2
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps complet	6

Service des Écoles et Restaurants Scolaires :

ATSEM Principal de 1 ^{ère} classe	temps complet	2
ATSEM 1 ^{ère} classe	temps complet	2
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe.....	temps complet	1
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (29h).....	2
Adjoint Technique 1 ^{ère} classe.....	temps complet	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe.....	temps complet	5
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (33 h).....	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	temps incomplet (29 h).....	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (25 h).....	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (23 h).....	2
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (20 h).....	1
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (18 h).....	1

Services Enfance jeunesse – Culture – Sport – Convivialité – Protocole – Aînés actifs

Attaché Territorial.....	temps complet	1
Animateur principal 2 ^{ème} classe	temps complet	1
Animateur	temps complet	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	temps complet	2
Adjoint d'animation 1 ^{ère} classe	temps complet	4
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe.....	temps complet	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (33h).....	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (31h).....	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (25h).....	2
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (24h)	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe.....	temps incomplet (22h).....	1

13 – PERSONNEL - Approbation du projet de règlement de formation

Monsieur Thierry NOËL, adjoint délégué au personnel, indique au Conseil Municipal que la Commune de Clapiers a pour objectif de mettre en place un plan de formation.

A cet égard, il est rappelé que le plan de formation est un outil de gestion des ressources humaines au service des collectivités territoriales permettant de répondre à la bonne réalisation des missions de service public.

Il permet d'acquérir, de maintenir, et de développer les compétences nécessaires à l'exécution du service public.

Il va également traduire la stratégie de formation de la Commune en matière de développement des compétences de ses agents et de ses services en lien avec les projets de celle-ci.

Il va donc répondre aux besoins de la Commune mais aussi aux besoins individuels des agents et des responsables de service.

La mise en œuvre du plan de formation passe préalablement par la création d'un règlement de formation.

Celui-ci aborde et détaille les points suivants :

- les règles générales de la demande au départ en formation,
- le statut de l'agent en formation,
- les préparations aux concours et examens professionnels,
- les formations statutaires obligatoires,
- la formation obligatoire en hygiène et sécurité,
- la formation de perfectionnement,
- la formation personnelle et le congé de formation professionnelle,
- la formation personnelle (le bilan de compétences et la validation des acquis de l'expérience (VAE) et la formation qualifiante.

Le projet de règlement de formation joint à la présente a été validé en Comité Technique le 14 septembre 2015

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'adopter le règlement de formation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, adopte le règlement de formation tel qu'annexé à la présente.

14 – PETITE ENFANCE - Modification des termes de la convention relative au LAEP (Lieu d'Accueil Parents Enfants)

Madame DAVY, conseillère municipale déléguée à la petite enfance rappelle qu'en date du 17 novembre 2011, le Conseil Municipal a décidé de mettre en place un Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) et de conclure une convention de partenariat avec l'association dénommée « Jouons en ludothèque »

Cette convention fait l'objet d'une réactualisation annuelle afin de fixer les dates de fonctionnement du LAEP ainsi que le montant de la participation de la Commune.

Elle précise que l'année 2015-2016 comportera 39 séances, soit 4 séances supplémentaires par rapport aux années précédentes et que le coût unitaire de chaque séance passe de 280 € à 269 €, soit un montant global de 10 500 €.

Elle indique que ce dispositif est financé par le Conseil Départemental et la Caisse d'Allocations Familiales à hauteur d'environ 60%, la différence étant supportée par la Commune.

Elle propose donc au Conseil Municipal de conclure la convention de partenariat d'encadrement du LAEP avec l'association dénommée « Jouons en ludothèque » et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints, ou le conseiller municipal délégué à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de conclure la convention de partenariat d'encadrement du LAEP avec l'association dénommée « Jouons en ludothèque » et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints, ou le conseiller municipal délégué à la petite enfance à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

15 - QUESTIONS DIVERSES – Motion sur La Poste

Il est proposé au Conseil Municipal de voter la motion suivante :

La première des missions de service public de La Poste est d'assurer un service universel postal, qui selon les dispositions de la Directive 97/67/CE est « *une offre de services postaux de qualité déterminée fournis de manière permanente en tout point du territoire à des prix abordables pour tous les utilisateurs* ».

Ainsi ce service public est éminemment lié à la vie communale et c'est une obligation pour la direction de cette entreprise que d'enclencher une concertation avec les représentants de la Commune en cas de changements importants.

A Clapiers, déjà en 2014, la Poste dans le cadre d'une restructuration a envisagé de réduire des emplois et les horaires d'accessibilité du bureau de poste. Ce projet n'avait pu se concrétiser grâce à la mobilisation du personnel et aussi grâce à l'adoption d'une motion du Conseil Municipal en septembre 2014.

En 2015, pour la première fois à Clapiers, la Poste décidait de fermer son bureau pendant trois semaines en été avec tous les désagréments que cela a engendré au niveau des services rendus aux usagers. La Poste réalise son projet de restructuration en ne tenant nullement compte de l'évolution démographique de la ville de Clapiers.

Malgré un avis défavorable du Conseil Municipal, la direction de la Poste continue de rationaliser ses services au détriment des clapiérois. À plusieurs reprises une rencontre entre le Maire et la direction a été organisée mais rien n'a changé, même pire, une fermeture du centre de tri de notre village est programmée.

Cette désertification des services postaux va à l'encontre des missions de service public qui lui sont confiées. Elle rompt avec l'exigence de continuité du service public et préfère privilégier la rentabilité financière ce qui ne va pas dans le sens de l'intérêt général.

Pour l'ensemble de ces motifs, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, insiste à l'unanimité pour que tout soit mis en œuvre afin de préserver l'accessibilité et la continuité du service public postal clapiérois.